

11 années d'anticommunisme NOUS ONT CONDUIT LÀ OÙ NOUS SOMMES

ON a dit que le 28 septembre dernier la majorité des Français avait voulu rompre avec les errements du passé. Mais les Communistes sont précisément les seuls qui n'ont aucune responsabilité dans la néfaste politique qui a été pratiquée depuis onze ans.

Pourquoi remonter précisément à 11 années en arrière ? Tout simplement pour rappeler qu'en 1947 un cours nouveau était donné à la politique française aussi bien dans le domaine des questions intérieures, que dans celui des questions extérieures. Et par quoi fut inauguré ce cours nouveau ? Par l'exclusion des ministres communistes du gouvernement où ils siégeaient alors. Le décret revêtit la double signature du Président du Conseil de l'époque Ramadier et de Vincent Auriol, Président de la République.

Durant ces onze années caractérisées par une politique entièrement soumise aux injonctions des maîtres du dollar, la situation des masses laborieuses n'a cessé de s'aggraver, l'économie de se dégrader, les impôts de s'alourdir et surtout la guerre de ruiner notre pays et décimer notre jeunesse.

Au nom de l'anticommunisme, de Guy Mollet à Pinay en passant par Soustelle, Bidault, Morice, Gaillard, un front commun a été opposé à toutes les aspirations légitimes de la classe ouvrière et du peuple.

Les pires humiliations nationales ont été infligées au pays. Une politique extérieure criminelle a conduit la France au rang de nation de second ordre. Le comble de l'aveuglement national a été atteint par le réarmement des revanchards allemands mettant en cause notre propre sécurité.

Ces mêmes gouvernants, issus des mêmes majorités parlementaires, ont déclenché et conduit les guerres les plus ruineuses, les plus meurtrières. Au Viet-Nam, durant 7 années, ils ont semé la mort et englouti des centaines de milliards, fruit de la richesse nationale, du labeur de tout un peuple.

L'agression de Suez s'est-elle soldée par autre chose que des dépenses inutiles et un discrédit supplémentaire ?...

La guerre d'Algérie — naguère qualifiée d'imbécille et sans issue par Guy Mollet pour piper des voix — est menée depuis quatre années au rythme quotidien de 2 milliards de francs et de combien de morts...

DANS le même temps, et parce qu'il faut bien que la note se paie, la classe ouvrière s'est vu opposer une fin de non-recevoir à ses légitimes revendications. Le pouvoir d'achat des salaires a diminué de moitié par rapport à l'avant-guerre. N'empêche que le slogan utilisé était : « Produisez plus, vous vivrez mieux ! ». La productivité du travail a augmenté sans que pour autant les salaires aient un pouvoir d'achat supérieur. Au contraire, aujourd'hui, la crise économique est la menaçante. Le pouvoir d'achat des travailleurs est diminué par la réduction des heures de travail dans de nombreuses entreprises. Le chômage partiel s'étend et le chômage total menace de nombreuses corporations.

Les classes moyennes, paysans, petits commerçants et artisans, sont également touchés par cette politique anti-nationale et anti-sociale.

C'est parce que le peuple français en avait assez de cette politique réactionnaire qu'il l'a condamnée aux élections du 2 Janvier 1956, en donnant une majorité aux partis de gauche.

Le Parti Communiste a pour sa part, déployé toute son activité pour mettre à même le gouvernement Guy Mollet de réaliser ses promesses.

On sait ce qu'il advint. Selze mois de gouvernement Guy Mollet, plusieurs mois de gouvernement Gaillard, se traduisirent par l'aggravation de la guerre d'Algérie, ce qui nous conduisit finalement au coup de force militaire d'Alger du 13 mai avec toutes ses conséquences.

AINSI durant ces onze années par haine du peuple, par anti-communisme, on a fait une politique contraire aux intérêts du peuple et de la nation.

Et aujourd'hui, ce sont ces partis qui vont de Guy Mollet à Pinay qui tentent de se dédouaner en se couvrant du nom de de Gaulle et en cherchant à faire croire qu'ils sont pour le « renouveau national », alors qu'ils entendent bien poursuivre la vieille politique d'hier dont le peuple est écœuré.

Seul le Parti Communiste Français peut affronter les électeurs sans de tels reproches. Tenu systématiquement à l'écart du gouvernement et des majorités il est le seul qui ne porte aucune responsabilité pour la situation présente des travailleurs et de la France.

Nous tenons à rappeler qu'il n'en fut pas toujours ainsi. A deux reprises, au temps du Front Populaire et au lendemain de la Libération il y eut des gouvernements torts du soutien de la participation des communistes.

Toutes les grandes conquêtes sociales du peuple de France pour le dernier quart de siècle datent de ces deux périodes.

Ces périodes coïncident précisément avec l'abandon de cet anticommunisme maladif, de l'ostracisme pratiqué systématiquement depuis 1947 à l'égard du premier parti de France.

Cependant, il n'est pas inutile de rappeler que tout ce qui fut voté à l'Assemblée Nationale en faveur de la classe ouvrière et des masses laborieuses, ne put l'être qu'avec l'appui du vote des 150 députés communistes.

TOUT cela confirme ce que disait Maurice Thorez dans son récent discours au Comité Central :

« Si l'on veut d'abord une opposition ferme et décidée, et ensuite jeter les bases de regroupement républicain par la défense des revendications des libertés, de la paix, il faut à l'Assemblée Nationale un groupe communiste nombreux... ».

C'est pourquoi, les 23 et 30 novembre prochain, les Varois et les Varolaises voteront en masse pour les candidats présentés par le Parti Communiste Français.

1^{re} Circonscription : ARNAUD Fernand

2^{me} Circonscription : THOMAZO Noëlle

3^{me} Circonscription : BARTOLINI Jean

4^{me} Circonscription : MERLE Toussaint